

Mais lisez donc

Allons-nous approuver le projet « Idex » toulousain, censé définir le cadre dans lequel s'exerceraient la production et la transmission de connaissances, fonctions traditionnelles de l'Université ? L'avez-vous lu ? Ce texte, de conception confidentielle, a été d'abord écrit en anglais, avec l'aide bien rémunérée d'une entreprise d'industrie du management (car les universitaires ne savent apparemment plus écrire par eux-mêmes leurs intentions). Il faut le lire : il signe la fin d'une tradition académique multiséculaire de collégialité, de liberté de la recherche, d'indépendance et d'une certaine confiance entre pairs. Il instaure le soupçon, la mise sous surveillance par des juges externes au profil non défini. Partout sont brandies les menaces de sanctions et de dégradation (la perte des étoiles). « Surveiller et Punir », était-ce à ce programme que devait aboutir la LRU, supposée rendre leur autonomie aux Universités, à cette caporalisation impérative ? A la signature d'un Pacte contraignant, irréversible, d'application immédiate, et qui ne serait pas révisable ?

Quelles justifications à ce projet ? Etre visible depuis Shangai, ce qui plairait au Prince, et aux médias, mais ne garantit en rien une meilleure contribution globale à la production de connaissance. Et émarger aux intérêts du Grand Emprunt. La recette ? D'abord agréger, faire plus gros. Mais ensuite dégraisser, en définissant une élite « étoilée ». Aucune réflexion sur la dynamique réelle qui fait émerger les idées nouvelles d'un tissu de laboratoires raisonnablement irrigué, la concentration des moyens sur un périmètre d'excellence pourvoira à tout.

On notera d'un côté les prétentions ubuesques d'une programmation à la soviétique, qui fixe pour 2021 le nombre des scientifiques les plus cités, le nombre de médailles d'or et d'argent, celui des membres de l'IUF, qui veut augmenter de 10% le pourcentage de coproductions internationales, multiplier par 2 le nombre des brevets, par 36 leurs revenus et par 4 le rythme du nombre des start-up créées. Toulouse augmentera même sa part dans la production scientifique nationale ! Qui sait quelle fraction de ces objectifs sera atteinte ? Ce qui par contre est institué, et accessible, c'est la sacro-sainte mobilité : plus de recrutement ni de promotion internes. Maîtres de Conférences méritants qui pensiez prétendre à développer sur place vos projets déjà bien engagés, renoncez-y, prévenez votre conjoint qu'il ou elle doit renoncer à ses propres plans, ou divorcez. Plus de postes sécurisés pour les jeunes enseignants, qui devront vivre 2 fois 3 ans dans l'inquiétude d'un possible renouvellement. L'hypothèse implicite à la base de cette règle c'est que l'angoisse est le moteur de l'efficacité. Ce texte repose sur une dogmatique néo-libérale qui se passe de toute démonstration (l'Espagne, qui fonctionne, pour des raisons culturelles, sur l'endo-recrutement, connaît pourtant un bel essor scientifique), qui ne fait aucune place ni au doute ni à la tolérance, et fait fi de la part de sérénité nécessaire à une recherche un peu profonde. A la lecture de ce texte on a l'impression que l'excellence autoproclamée des « éminents » se mesure au nombre des branches médiocres qu'ils auront coupées. Il y a déjà de l'indécence à brandir son excellence. Mais ce texte laisse transpirer de lamentables voluptés punitives.

Mais qui soutient, activement ou passivement, un pareil projet ? Au poste de pilotage des doctrinaires, pressés de brandir le fouet stimulant de la compétition pour réveiller un monde académique supposé assoupi, alourdi des inerties de la médiocrité. Derrière eux des responsables mus par leur sempiternel réflexe de bons élèves, toujours prêts à lever le doigt quand le Maître demande : « qui saurait faire ? ». Puis des inquiets qui craignent qu'un refus de jouer au jeu de l'excellence ne les désigne comme médiocres. Enfin tous ceux qui croient devoir prendre rang dans la

file alignée devant le robinet d'un possible financement. Parce que, disent-ils, ne pas se porter candidat « serait se tirer une balle dans le pied ». On perd donc son âme pour sauver son pied.

Et puis nous, la majorité, déjà si accablés d'enseignements en détresse d'étudiants et de tâches administratives, obnubilés par la rédaction de nos candidatures à des contrats de plus en plus aléatoires, pressés d'écrire le nième article nécessaire au maintien de notre notation par l'AERES. Si stressés, si obscurément désespérés que nous ne prenons pas le temps de lire les plans de l'usine à gaz sous surveillance panoptique où nous sommes supposés vivre ,-ou tuer-, le métier de passion que nous avons choisi.

Jean-Paul Malrieu,

Toulouse 13 Mars 2012